



Déclaration 45_FFSG

Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG)

Le silence ou l'inaction collective de la société Guinéenne face à la violation systématique de notre devise dans toutes ses trois dimensions (Travail - Justice - Solidarité) est autant triste, apatride et condamnable devant l'histoire que le renversement des normes démocratiques, culturelles et humanitaires que subit le pays sous la gouvernance du CNRD.

La pauvreté accentuée par la mauvaise gouvernance avec la corruption galopante et les entreprises en ruine sous le matraquage fiscal et les conséquences de l'explosion du dépôt des hydrocarbures de Kaloum, dont les origines et le bilan réel des dégâts sur le plan humain et économique révèlent du grand inconnu.

Les personnes emprisonnées en dehors de toute procédure normale et sans aucun droit à une justice équitable. D'autres harcelées, contraintes à l'exil ou silence par le fait d'une justice qui n'assure pas de son indépendance à être au service des lois et des procédures régulières;

Les engagements et la parole publique sont violés au quotidien par les autorités sans préoccupation pour leurs impacts sur le quotidien des Guinéens et la stabilité du pays.

*C'est dans ce contexte de ni travail, ni justice, que la **gouvernance du CNRD** croyant qu'il n'y a aucune solidarité possible entre les fils et filles du pays face à l'oppression et la misère, a décidé, sans aucune forme de respect des règles et procédures, de la fermeture et le retrait illégal des agréments des trois (3) plus grand employeurs du monde des média en Guinée **conduisant à plusieurs centaines de chômages.***

Cet acte, qui, en dehors de toute preuve tangible et partant des déclarations de commis de l'Etat dont le PM qui aurait indiqué le manque de reconnaissance de certains responsables de média à l'endroit du Président de la transition comme motif, n'est ni plus ni moins que la seule expression de l'autoritarisme et du manque d'empathie de l'Etat pour la souffrance des populations. Pire, cet acte viole délibérément le droit des populations à l'information publique et les expose de facto à l'aggravation de leur vulnérabilité sécuritaire, économique et sociale.

C'est pour cela, les Forces Sociales de Guinée, encourageant le Mouvement Syndical à plus de solidarité au SPPG et sachant bien que la gouvernance actuelle est sourde aux appels au dialogue, aux conseils et aux contributions citoyennes pour faire face aux défis et problèmes de gestion des affaires de l'Etat, les invitent dans l'imminence à user de tous les moyens légaux y compris une grève générale illimitée pour le rétablissement des emplois bradés par cette fermeture de média.

En conséquence, les Forces Sociales appellent à la mobilisation de tous les acteurs (coalitions membres des Forces vives de Guinée, de l'Union Sacrée et toute Coalition ou Association/organisation socioprofessionnelle) de la vie nationale pour des actions concrètes, dont celles de désobéissance civile et l'assignation du Gouvernement Guinéen devant les tribunaux, jusqu'au rétablissement effectif des média concernés y compris ceux brouillés et tous les journalistes dans leurs droits injustement violés.

Conakry, le 22/06/2024

Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG)

La Coordination du FFSG